



Comité Technique Académique 30 mars

Déclaration liminaire de la FSU

La crise sanitaire que nous traversons est d'une gravité extrême. Et dans ce contexte inédit, l'absence de moyens les plus élémentaires pour protéger les travailleurs, dont nos collègues, n'est pas acceptable ! Cela n'a pas empêché un grand élan de solidarité des personnels de l'Éducation envers les personnels soignants, dont les enfants ont été pris en charge partout où cela a été nécessaire, systématiquement sans mise à disposition des moyens de protection. Leur engagement ne peut se faire au détriment de leur santé ni celle de leurs familles, et nous avons déjà des exemples de personnels en charge de l'accueil des enfants de personnels soignants qui ont été contaminés. Nous continuons donc d'exiger la mise à disposition par l'employeur ou par les collectivités locales de matériel de protection sanitaire (gel, gants et masques) dans les écoles et établissements où sont accueillis, par des volontaires, ces enfants de soignants. Nous demandons que soit organisé le dépistage de tous les personnels qui assurent l'accueil de ces enfants. Et nous exigeons que des mesures soient prises en ce sens sans délai, pour mettre fin à une situation inacceptable et incompréhensible dès lors qu'il est possible de le faire pour d'autres professions, avec un degré d'urgence parfois moindre, en particulier s'agissant d'entreprises qui ne sont pas impliquées dans la gestion sanitaire de la crise.

Alors qu'aucune condition n'est réunie pour respecter les textes réglementaires concernant le télétravail (prise en charge des coûts induits, organisation du travail, volontariat des agents, etc.), les collègues font le maximum avec beaucoup d'engagement pour maintenir une activité scolaire à distance avec les élèves maintenant confinés. Les personnels administratifs en font tout autant, parfois en se déplaçant encore dans les EPLE, souvent à distance quand ils le peuvent.

Dans ce contexte, la communication du ministre visant à faire croire que tout allait pour le mieux, "que tout était prêt", et tout récemment les propos inacceptables de la porte-parole du gouvernement ont été reçus comme autant de marques de mépris. Les excuses et les remerciements bien tardifs ne peuvent suffire, d'autant quand le constat est depuis des mois au décalage entre la communication médiatique, les paroles, et les actes. Alors faut-il croire à de simples erreurs de communication ? Ce n'est pas sûr, quand nous voyons la volonté de contrôle des activités menées par nos collègues qui se sont développées ici ou là dans l'académie.

Certaines injonctions laissent croire à l'opinion publique que les collègues en auraient besoin pour maintenir le contact avec leurs élèves. C'est en tout point scandaleux quand on mesure l'engagement des collègues pour réorganiser en urgence, et sans aucune anticipation possible, leurs pratiques professionnelles, et maintenir le lien pédagogique, dans un contexte dégradé au plan professionnel et familial. Les collègues ont aujourd'hui, comme hier, besoin d'être rassurés, confortés dans leurs missions, nombre d'entre eux se surmènent par volonté de bien faire. Il faut donc leur faire confiance et ne pas les culpabiliser, et cesser les discours ou les pratiques qui leur laissent penser que l'on doute d'eux. La situation de travail empêché qu'ils connaissent - travail empêché pour des raisons conjoncturelles - est génératrice d'une réelle frustration, d'une vraie souffrance qui est à prendre en considération.

Par ailleurs, encourager publiquement les ruptures de confinement pour se déplacer et récupérer des photocopies est irresponsable de la part du ministre qui expose, outre les familles, les personnels administratifs et de vie scolaire ainsi que les directrices et directeurs d'école. Le risque est avéré dans d'autres académies. La FSU le rappelle avec force, aucune injonction ne doit entrer en contradiction avec la priorité absolue à la sécurité sanitaire. D'autres pistes sont enfin envisagées par le ministère (envois par courrier, etc conformément à la FAQ du ministère.) : elles

doivent être prioritairement mises en œuvre dans notre académie.

Nous considérons qu'il sera nécessaire, en temps et heure, de tirer toutes les conséquences de ces situations de crise, en faisant le constat objectif de ce qui n'a pas été fait dans la séquence actuelle pour mieux préparer ce genre de situations à l'avenir.

Il nous faut également revenir sur d'autres aspects problématiques de la communication du ministre, parce que générateurs d'incertitude et d'inquiétude dans un contexte où il paraît peu opportun de rajouter du stress au stress. Les annonces intempestives et péremptoires du ministre sur le report des congés, le maintien des examens ou la date de réouverture des écoles pourraient bien être contredites ou démenties par les faits et contribuent dans la période à jeter un trouble inutile. Quoi qu'il en soit, il ressort aujourd'hui qu'il sera nécessaire à tous, personnels administratifs, enseignants comme élèves, qu'il y ait une coupure significative qui permettra une respiration durant des congés de Printemps.

De même, des clarifications sur la manière dont la fin d'année est envisagée sont nécessaires. Si personne à ce jour ne peut connaître l'évolution exacte de la situation, il faut maintenir les échanges pour préparer la sortie de crise. La situation est mouvante, nous le savons, mais nécessite un dialogue permanent entre nos organisations et le pilotage administratif, dans un cadre réglementaire qui permet l'adaptation nécessaire.

C'est pourquoi la FSU a souhaité participer pleinement à ce CTA, et note la volonté de retour à des formes en conformité avec la réglementation. L'organisation certes inhabituelle doit pour autant garantir le respect des textes régissant tous les Comités Techniques, nous y serons particulièrement attentifs. Tout particulièrement, nous réagirons si le débat contradictoire et l'organisation des votes étaient affaiblis voire empêchés dans ce CTA à distance. Nous redisons que les délibérations du précédent CTA ne sont pas conformes à la réglementation, le courrier que vous avez adressé à nos organisations faisant référence à des textes qui pour nous ne s'appliquent pas à cette instance.

Enfin, la situation sanitaire ne saurait faire taire les revendications : nous n'acceptons pas plus qu'hier les retraits de postes annoncés dans notre académie par exemple. Dans ce contexte, la FSU demande dans l'immédiat un moratoire sur toutes les opérations de carte scolaire, en particulier les mesures liées aux SEGPA dans notre académie, et une concertation nationale avec les organisations représentatives pour envisager la rentrée 2020 sous tous ses aspects.

Nous souhaitons terminer cette déclaration en demandant que soit mises entre parenthèses un certain nombre de mesures liées à la Loi de transformation de la Fonction Publique : dans les circonstances actuelles où chacun – personnels participant au mouvement comme personnels administratifs – est confronté à la nécessité de s'adapter à un contexte encore mal défini et aux multiples difficultés, les opérations préparatoires de la carte scolaire et de la phase intra du mouvement ne peuvent se tenir sans le regard des élus ; nous ne comprenons en particulier pas les délais prévus pour la tenue des derniers CTsD, qui ne permettent pas une préparation normale des opérations de mouvement.

La sensibilité des opérations de mutation, accrue cette année, est connue, mais nous nous attirons votre attention sur les risques psycho-sociaux que feraient courir des mouvements qui se dérouleraient mal ou seraient contestés par les personnels. La nécessité de préparer au mieux la rentrée 2020, dans de bonnes conditions, nous paraît d'autant plus impérieuse du fait de la crise sanitaire qui frappe le pays et au-delà. C'est pourquoi nous demandons un moratoire sur toutes les mesures de carte sur postes occupés et l'association des élus des personnels dans la préparation des opérations de mouvement. Cela commence par le report des CTsD du 1er degré, pour permettre un dialogue approfondi et la mise en œuvre des engagements ministériels.